



**ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΠΡΩΤΟ**  
**ΤΗΣ ΕΠΙΣΗΜΗΣ ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**  
 Αρ. 2330 της 3ης ΙΟΥΝΙΟΥ 1988  
**ΝΟΜΟΘΕΣΙΑ**

Ο περί της Διεθνούς Συμβάσεως περί Ενοποιήσεως Ωρισμένων Κανόνων Αφορώντων εις την Ασυλίαν Κρατικών Πλοίων 1926 και του Προσθέτου Πρωτοκόλλου αυτής, 1934 (Κυρωτικός) Νόμος του 1988 εκδίδεται με δημοσίευση στην επίσημη εφημερίδα της Κυπριακής Δημοκρατίας σύμφωνα με το Άρθρο 52 του Συντάγματος.

Αριθμός 73 του 1988

**ΝΟΜΟΣ ΚΥΡΩΝ ΤΗΝ ΠΕΡΙ ΕΝΟΠΟΙΗΣΕΩΣ ΩΡΙΣΜΕΝΩΝ  
 ΚΑΝΟΝΩΝ ΑΦΟΡΩΝΤΩΝ ΕΙΣ ΤΗΝ ΑΣΥΛΙΑΝ ΚΡΑΤΙΚΩΝ ΠΛΟΙΩΝ  
 ΔΙΕΘΝΗ ΣΥΜΒΑΣΙΝ ΤΟΥ 1926 ΚΑΙ ΤΟ ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ  
 ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΑΥΤΗΣ ΤΟΥ 1934**

Η Βουλή των Αντιπροσώπων ψηφίζει ως ακολούθως:

1. Ο παρών Νόμος θα αναφέρεται ως ο περί της Διεθνούς Συμβάσεως περί Ενοποιήσεως Ωρισμένων Κανόνων Αφορώντων εις την Ασυλίαν Κρατικών Πλοίων 1926 και του Προσθέτου Πρωτοκόλλου αυτής, 1934 (Κυρωτικός) Νόμος του 1988.

Συνοπτικός  
 τίτλος.

2. Εν τω παρόντι Νόμω—

Ερμηνεία.

«Πρωτόκολλον» σημαίνει το Πρόσθετον Πρωτόκολλον της Συμβάσεως όπερ εγένετο εν Βρυξέλλαις την 24ην Μαΐου, 1934·

«Σύμβασις» σημαίνει την Διεθνή Σύμβασιν περί Ενοποιήσεως Ωρισμένων Κανόνων Αφορώντων εις την Ασυλίαν Κρατικών Πλοίων, ήτις εγένετο εν Βρυξέλλαις την 10ην Απριλίου, 1926.

3.—(1) Διά του παρόντος Νόμου κυρούνται η Σύμβασις και το Πρωτόκολλον.

Κύρωσις  
 Συμβάσεως και  
 Πρωτοκόλλου.

(2) Τα κείμενα της Συμβάσεως και του Πρωτοκόλλου εκτίθενται εν τω γαλλικό πρωτοτύπω εις το Μέρος I του Πίνακος και εν ελληνική μεταφράσει εις Μέρος II του Πίνακος:

Πίναξ.  
 Μέρος I  
 Μέρος II.

Νοείται ότι εν περιπτώσει αντιθέσεως μεταξύ των εν τω γαλλικό πρωτοτύπω κειμένων και των εν τη ελληνική μεταφράσει κειμένων, υπερισχύουν τα εν τω γαλλικό πρωτοτύπω κείμενα.

ΠΙΝΑΞ  
(Ἄρθρον 3)  
Μέρος I

**Convention internationale  
pour l'unification  
de certaines règles  
concernant les immunités  
des navires d'État**

(Bruxelles, 10 avril 1926)

et

**Protocole additionnel  
à cette Convention**

(Bruxelles, 24 mai 1934)

**Convention**

*Le Président du Reich Allemand, Sa Majesté le Roi des Belges, ... etc.*

*Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant les immunités des navires d'État, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:*

*(Suit la liste des Plénipotentiaires)*

*Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:*

**Article 1**

Les navires de mer appartenant aux États ou exploités par eux, les cargaisons leur appartenant, les cargaisons et passagers transportés par les navires d'État, de même que les États qui sont propriétaires de ces navires ou qui les exploitent, ou qui sont propriétaires de ces cargaisons, sont soumis, en ce qui concerne les réclamations relatives à l'exploitation de ces navires ou au transport de ces cargaisons, aux mêmes règles de responsabilité et aux mêmes obligations que celles applicables aux navires, cargaisons et armements privés.

## Article 2

Pour ces responsabilités et obligations les règles concernant la compétence des tribunaux, les actions en justice et la procédure, sont les mêmes que pour les navires de commerce appartenant à des propriétaires privés et que pour les cargaisons privées et leurs propriétaires.

## Article 3

§ 1. Les dispositions des deux articles précédents ne sont pas applicables aux navires de guerre, aux yachts d'Etat, navires de surveillance, bateaux-hôpitaux, navires auxiliaires, navires de ravitaillement et autres bâtiments appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés exclusivement, au moment de la naissance de la créance, à un service gouvernemental et non commercial, et ces navires ne seront pas l'objet de saisies, d'arrêts ou de détention par une mesure de justice quelconque ni d'aucune procédure judiciaire *in rem*.

Toutefois, les intéressés ont le droit de porter leurs réclamations devant les tribunaux compétents de l'Etat propriétaire du navire ou l'exploitant, sans que cet Etat puisse se prévaloir de son immunité:

1° Pour les actions du chef d'abordage ou d'autres accidents de la navigation;

2° Pour les actions du chef d'assistance, de sauvetage et d'avaries communes;

3° Pour les actions du chef de réparation, fournitures ou autres contrats relatifs au navire.

§ 2. Les mêmes règles s'appliquent aux cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord des navires ci-dessus visés.

§ 3. Les cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord des navires de commerce, dans un but gouvernemental et non commercial, ne seront pas l'objet de saisies, arrêts ou détentions par une mesure de justice quelconque, ni d'aucune procédure judiciaire *in rem*.

Toutefois, les actions du chef d'abordage et d'accident nautique, d'assistance et de sauvetage et d'avaries communes, ainsi que des actions du chef des contrats relatifs à ces cargaisons pourront être poursuivies devant le Tribunal ayant compétence en vertu de l'article 2.

#### Article 4

Les Etats pourront invoquer tous les moyens de défense, de prescription et de limitation de responsabilité dont peuvent se prévaloir les navires privés et leurs propriétaires.

S'il est nécessaire d'adapter ou de modifier les dispositions relatives à ces moyens de défense, de prescription et de limitation en vue de les rendre applicables aux navires de guerre ou aux navires d'Etat rentrant dans les termes de l'article 3, une convention spéciale sera conclue à cet effet. En attendant les mesures nécessaires pourront être prises par les lois nationales en se conformant à l'esprit et aux principes de la présente Convention.

#### Article 5

Si dans le cas de l'article 3 il y a, dans le sentiment du Tribunal saisi, un doute au sujet de la nature gouvernementale et non commerciale du navire ou de la cargaison, l'attestation signée par le représentant diplomatique de l'Etat contractant auquel appartient le navire ou la cargaison, produite à l'intervention de l'Etat devant les Cours et Tribunaux duquel le litige est pendant, vaudra preuve que le navire ou la cargaison rentre dans les termes de l'article 3, mais seulement en vue d'obtenir la mainlevée de saisies, d'arrêts ou de détentions ordonnés par justice.

#### Article 6

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées dans chaque Etat contractant sous la réserve de ne pas en faire bénéficier les Etats non contractants et leurs ressortissants, ou d'en subordonner l'application à la condition de réciprocité.

D'autre part, rien n'empêche un Etat contractant de régler par ses propres lois des droits accordés à ses ressortissants devant ses tribunaux.

#### Article 7

En temps de guerre chaque Etat contractant se réserve le droit, par une déclaration notifiée aux autres Etats contractants, de suspendre l'application de la présente Convention, en ce sens qu'en pareils cas, ni les navires lui appartenant ou exploités par lui, ni les cargaisons lui appartenant ne pourront être l'objet d'aucun arrêt, saisie ou détention

par une Cour de Justice étrangère. Mais le créancier aura le droit d'intenter son action devant le Tribunal compétent en vertu des articles 2 et 3.

### Article 8

Rien dans la présente Convention ne porte atteinte aux droits des Etats contractants de prendre les mesures que peuvent commander les droits et devoirs de la neutralité.

### Article 9

A l'expiration du délai de deux ans au plus tard à compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre les dits Gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y auront adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, le dit Gouvernement fera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

### Article 10

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente Convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives du dit Gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires, ou adhérents, copie certifiée con-

forme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

### Article 11

Les Hautes Parties Contractantes peuvent, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas, soit à certains, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou de l'autre de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente Convention, séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

### Article 12

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente Convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans les cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 11, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 9, alinéa 2, et à l'article 10, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

### Article 13

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

### Article 14

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de recher-

cher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente Convention.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier un an à l'avance son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence.

*Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 avril 1926.*

*(Suivent les signatures)*

---

### Protocole

Les Gouvernements signataires de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, ayant reconnu la nécessité de préciser certaines dispositions de cet Acte, ont nommé les Plénipotentiaires soussignés, lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

#### I

Des doutes s'étant élevés quant au point de savoir si, et dans quelle mesure, les mots «exploités par lui» à l'article 3 de la Convention, s'appliquent ou pourraient être interprétés comme s'appliquant aux navires affrétés par un Etat, soit à temps, soit au voyage, la déclaration ci-dessous est faite en vue de dissiper ces doutes:

«Les navires affrétés par les Etats, soit à temps, soit au voyage, pourvu qu'ils soient affectés exclusivement à un service gouvernemental et non commercial, ainsi que les cargaisons que ces navires transportent ne peuvent être l'objet de saisies, d'arrêts ou de détentions quelconques, mais cette immunité ne porte aucun préjudice à tous autres droits ou recours pouvant appartenir aux intéressés. Une attestation délivrée par le représentant diplomatique de l'Etat en cause, de la manière prévue à l'article 5 de la Convention, doit valoir également en ce cas preuve de la nature du service auquel le navire est affecté».

#### II

Pour l'exception prévue à l'article 3, § 1, il est entendu que la priorité du navire acquise à l'Etat ou l'exploitation du navire effectuée par l'Etat au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention sont assimilées à la propriété existant ou à l'exploitation pratiquée au moment de la naissance de la créance.

En conséquence, cet article pourra être invoqué par les Etats en faveur des navires leur appartenant ou exploités par eux, au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention, si ils sont affectés à un service exclusivement gouvernemental et non commercial.

### III

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 5 de la Convention n'empêche les Gouvernements intéressés de comparaître eux-mêmes, en se conformant à la procédure prévue par les lois nationales, devant la juridiction saisie du litige et d'y produire l'attestation prévue au dit article.

### IV

La Convention n'affectant en rien les droits et obligations des belligérants et des neutres, l'article 7 ne porte préjudice en aucune manière à la juridiction des cours de prises dûment constituées.

### V

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 2 de la Convention ne limite et n'affecte en aucune manière l'application de règles nationales de procédure dans les affaires où l'Etat est Partie.

### VI

Lorsque se pose la question de preuves à administrer ou de documents à produire, si, de l'avis du Gouvernement intéressé, semblables preuves ne peuvent être administrées ou semblables documents produits sans qu'il en résulte un préjudice pour des intérêts nationaux, le dit Gouvernement pourra s'abstenir en invoquant la sauvegarde de ces intérêts nationaux.

*En foi de quoi*, les soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Protocole additionnel qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention du 10 avril 1926 auquel il se rapporte.

*Fait* à Bruxelles, le 24 mai 1934, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge.

*(Suivent les signatures)*



## ΜΕΡΟΣ II

## ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

περί Ενοποίησης Ωρισμένων Κανόνων Αφορώντων  
εις την Ασυλίαν Κρατικών Πλοίων  
(Βρυξέλλαι, 10 Απριλίου, 1926)  
και Πρόσθετον Πρωτόκολλον της Συμβάσεως αυτής  
(Βρυξέλλαι, 24 Μαΐου, 1934)

## ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ο Πρόεδρος του Γερμανικού Κράτους, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς των Βέλγων, κλπ.

Αναγνωρίζοντες την χρησιμότητα της εκ συμφώνου καθιερώσεως ωρισμένων ενιαίων κανόνων αφορώντων εις την ασυλίαν κρατικών πλοίων, απεφάσισαν να συνομολογήσουν προς τούτο σύμβασιν και διώρισαν ως Πληρεξουσίουσ αυτών τους επομένους, ήταν:

(Ακολουθεί ο κατάλογος Πληρεξουσίωσ).

Οίτινες δεόντως προς τούτο εξουσιοδοτημένοι, συνεφώνησαν επί των εξής:

## Άρθρον 1

Θαλασσοπλοούντα πλοία ανήκοντα εις Κράτη ή τελούντα υπό την εκμετάλλευσιν αυτών, φορτία ανήκοντα εις Κράτη και φορτία και επιβάται μεταφερόμενοι επί κρατικών πλοίων, καθώς και τα Κράτη άτινα είναι ιδιοκτήται τοιούτων πλοίων ή φορτίωσ ή εκμεταλλεύονται τοιαύτα πλοία, υπόκεινται, καθ' όσον αφορά εις απαιτήσεισ σχετικάσ προς την εκμετάλλευσιν των πλοίων τούτων ή την μεταφοράν των φορτίωσ τούτων, εις τους αυτούσ κανόνας περί ευθύνης και εις τασ αυτάσ υποχρεώσεισ εις τασ οποίασ υπόκεινται και τα ιδιωτικά πλοία, φορτία ή εξοπλισμόσ.

## Άρθρον 2

Διά τασ ευθύνας και υποχρεώσεισ ταύτασ, οι αφορώντασ εις την αρμοδιότητα των Δικαστηρίωσ, το Δικαίωμα αγωγής και την διαδικασίαν κανόνεσ είναι οι αυτοί προς τους ισχύοντασ διά τα ανήκοντα εις ιδιώτασ εμπορικά πλοία, ως και διά τα ιδιωτικά φορτία και τους ιδιοκτήτασ αυτών.

## Άρθρον 3

1. Αι εις τα προηγούμενα δύο άρθρα διατάξεισ δεν τυγχάνουν εφαρμογής εις πολεμικά πλοία, κρατικάσ θαλαμηγούσ, περιπολικά πλοία, πλοία-νοσοκομεία, βοηθητικά πλοία, πλοία ανεφοδιασμού και άλλα πλοία ανήκοντα εις Κράτοσ ή τελούντα υπό την εκμετάλλευσιν αυτού και αποκλειστικώσ χρησιμοποιούμενα, κατά τον χρόνον της γενέσεωσ της αιτίασ αγωγής, εις υπηρεσίαν κυβερνητικήν και ουχί εμπορικήν· τα πλοία δε ταύτα δεν υπόκεινται εις κατασχέσεισ, απαγορεύσεισ απόπλου ή κατακρατήσεισ δι' ουιοδήποτε μέτρου δικαστικού, ούτε εις οιανδήποτε δικαστικήν διαδικασίαν *in rem*.

Εν τούτοισ, οι έχοντεσ απαιτήσιν δικαιούνται να προσφύγουν, διά την απαιτήσιν των, ενώπιον των αρμοδίωσ Δικαστηρίωσ του Κράτοσ εις το οποίον ανήκει ή υπό την εκμετάλλευσιν του οποίου τελεί το πλοίον εις τασ ακολουθούσ περιπτώσεισ:

1ον απαιτήσεισ εκ συγκρούσεωσ ή ετέρωσ ατυχημάτωσ ναυσιπλοΐασ·

2ον απαιτήσεισ εξ επιθαλασσίωσ αρωγής, ναυαγαιρέσεωσ ή κοινήσ αβαρίασ·

3ον απαιτήσεισ εξ επισκευώσ, προμηθειώσ ή ετέρωσ συμβολαίωσ σχετικώσ προς το πλοίον,

του εν λόγω Κράτοσ μη δικαιουμένου να επικαλεσθή προς υπεράσπισίν του οιανδήποτε ασυλίαν.

2. Οι αυτοί κανόνεσ τυγχάνουν εφαρμογής και επί των κρατικώσ φορτίωσ άτινα μεταφέρονται επί των ανωτέρω αναφερομένων πλοίων.

3. Κρατικά φορτία μεταφερόμενα επί εμπορικών πλοίων διά σκοπούς κυβερνητικού, αλλά πάντως μη εμπορικούς, δεν υπόκεινται εις κατασχέσεις απαγορεύσεις απόπλου ή κατακρατήσεις δυνάμει οιασδήποτε δικαστικού μέτρου ή οιασδήποτε δικαστικής διαδικασίας in rem.

Εν τούτοις, απαιτήσεις εκ συγκρούσεων ή ναυτικών ατυχημάτων, απαιτήσεις εκ επιθαλασσίου αρωγής, ναυγαιαιρέσεως ή κοινής αβαρίας, ως και απαιτήσεις εκ συμβολαίων σχετικών προς τα φορτία ταύτα, δύνανται να εγείρωνται ενώπιόν του κατά το Άρθρον 2 αρμοδίου Δικαστηρίου.

#### Άρθρον 4

Τα Κράτη δικαιούνται να επικαλώνται άπαντα τα μέσα υπερασπίσεως, παραγραφάς και περιορισμούς ευθύνης, άτινα είναι διαθέσιμα εις τα ιδιωτικά πλοία και τους ιδιοκτήτας αυτών.

Οιαδήποτε προσαρμογή ή διαφοροποιήσις των διατάξεων των αναφερομένων εις τας εν εν λόγω υπερασπίσεις, παραγραφάς και περιορισμούς ευθύνης, ήτις καθίσταται αναγκαία προς τον σκοπόν όπως αύται καταστούν εφαρμόσιμοι επί πολεμικών πλοίων ή επί των κρατικών πλοίων των καθοριζομένων εις το Άρθρον 3, θέλει αποτελέσει αντικείμενον ειδικής συμβάσεως μεταγενεστέρως συνομολογησομένης. Εν τω μεταξύ, τα προς τούτο αναγκαία μέτρα δύνανται να προβλέπωνται υπό της εθνικής νομοθεσίας συμφώνως προς το πνεύμα και τας αρχάς της παρούσης Συμβάσεως.

#### Άρθρον 5

Εάν εις οιαδήποτε διαδικασίαν επί της οποίας τυγχάνει εφαρμογής το Άρθρον 3 υφίσταται, κατά την γνώμην του Δικαστηρίου, αμφιβολία περί του κυβερνητικού και μη εμπορικού χαρακτήρος του πλοίου ή του φορτίου, πιστοποιητικόν υπογεγραμμένον υπό του διπλωματικού αντιπροσώπου του συμβαλλομένου Κράτους εις το οποίον ανήκει το πλοίον ή το φορτίον και κοινοποιούμενον εις το Δικαστήριον, μέσω της Κυβερνήσεως του Κράτους ενώπιον των Δικαστηρίων του οποίου εκκρεμεί η υπόθεσις, θα αποτελή αδιαμφισβήτητον μαρτυρίαν ότι το πλοίον ή το φορτίον εμπίπτει εις τας διατάξεις του Άρθρου 3, αλλά μόνον προς τον σκοπόν εξασφαλίσεως της άρσεως οιασδήποτε δικαστικώς επιβληθείσης κατασχέσεως, απαγορεύσεως απόπλου ή κατακρατήσεως.

#### Άρθρον 6

Αι διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως τυγχάνουν εφαρμογής εις έκαστον συμβαλλόμενον Κράτος, αλλ' άνευ υποχρεώσεως επεκτάσεως των ωφελημάτων αυτής εις μη συμβαλλόμενα Κράτη και τους υπηκόους αυτών, έκαστον δε τοιούτο συμβαλλόμενον Κράτος δικαιούται, προβαίνον εις τοιαύτην επέκτασιν των διατάξεων της Συμβάσεως, να επιβάλλη τον όρον της αμοιβαιότητας.

Ουδεμία διάταξις της παρούσης Συμβάσεως θέλει θεωρηθή ως κωλύουσα συμβαλλόμενον Κράτος από του να ρυθμίζει, διά των ιδίων αυτού νόμων, τα παραχωρούμενα εις τους υπηκόους του δικαιώματα ενώπιον των ιδίων αυτού Δικαστηρίων.

#### Άρθρον 7

Έκαστον συμβαλλόμενον Κράτος επιφυλάσσει εις εαυτόν το δικαίωμα αναστολής, εν καιρώ πολέμου, της εφαρμογής της παρούσης Συμβάσεως διά δηλώσεως κοινοποιουμένης εις τα λοιπά συμβαλλόμενα Κράτη και υπό την έννοιαν ότι όπως και εις άλλας παρομοίας περιπτώσεις ούτε τα ανήκοντα εις αυτό ή τελούντα υπό την εκμετάλλευσιν αυτού πλοία, ούτε τα ανήκοντα εις αυτό φορτία δύνανται να αποτελέσουν αντικείμενον οιασδήποτε κατασχέσεως, απαγορεύσεως απόπλου ή κατακρατήσεως υπό αλλοδαπού Δικαστηρίου. Αλλ' ο έχων απαίτησιν δικαιούται να προσφύγη ενώπιον του αρμοδίου Δικαστηρίου συμφώνως προς τα Άρθρα 2 και 3.

## Άρθρον 8

Ουδέν εν τη παρούση Συμβάσει δύναται να επηρεάζη τα δικαιώματα των συμβαλλομένων Κρατών να λαμβάνουν οιαδήποτε μέτρα επιβαλλόμενα εκ των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων της ουδετερότητας.

## Άρθρον 9

Μετά την παρέλευσιν χρονικής περιόδου ουχί μεγαλύτερας των δύο ετών από της ημερομηνίας υπογραφής της Συμβάσεως, η Βελγική Κυβέρνησις θέλει επικοινωνήσει μετά των Κυβερνήσεων των Υψηλών Συμβαλλομένων Μερών άτινα έχουν δηλώσει ότι είναι έτοιμα να επικυρώσουν αυτήν προς τον σκοπόν λήψεως αποφάσεως κατά πόσον αυτή δέον να τεθή εν ισχύι. Αι επικυρώσεις θα κατατεθούν εν Βρυξέλλαις εις ημερομηνίαν καθορισθησομένην κατόπιν συμφωνίας των ειρημένων Κυβερνήσεων. Η πρώτη κατάθεσις επικυρώσεων θέλει καταγραφή εις ρηματικήν διακοίνωσιν υπογεγραμμένην υπό των αντιπροσώπων των συμμετεχόντων εις αυτήν Κρατών και υπό του Υπουργού Εξωτερικών του Βελγίου.

Εκάστη μεταγενεστέρα κατάθεσις επικυρώσεων θέλει πραγματοποιείται δι' εγγράφου γνωστοποιήσεως απευθυνομένης προς την Βελγικήν Κυβέρνησιν και συνοδευομένης υπό του εγγράφου επικυρώσεως.

Δεόντως κεκυρωμένον αντίγραφον της σχετικής προς την κατάθεσιν επικυρώσεων ρηματικής διακοίνώσεως και των μνημονευομένων εν τη προηγουμένη παραγράφω γνωστοποιήσεων, καθώς και των εγγράφων επικυρώσεως άτινα συνοδεύουν αυτάς, θέλει αποστέλλεται αμέσως υπό της Βελγικής Κυβερνήσεως και μέσω της διπλωματικής οδοϋ, εις τα υπογράψαντα αυτήν ή τα προσχωρήσαντα εις αυτήν Κράτη. Εις τας περιπτώσεις τας προβλεπομένας εν τη προηγουμένη παραγράφω, η Βελγική Κυβέρνησις θέλει αναφέρει ταυτοχρόνως την ημερομηνίαν παραλαβής της γνωστοποιήσεως.

## Άρθρον 10

Μη υπογράψαντα Κράτη δύναται να προσχωρήσουν εις την παρούσαν Σύμβασιν ανεξαρτήτως εάν αντιπροσωπεύθησαν ή μη εις την Διεθνή Διάσκεψιν των Βρυξελλών.

Το επιθυμούν να προσχωρήση κράτος γνωστοποιεί την πρόθεσιν αυτού γραπτώς εις την Βελγικήν Κυβέρνησιν και ταυτοχρόνως διαβιβάζει εις αυτήν το έγγραφον προσχωρήσεως όπερ κατατίθεται εις τα αρχεία της Βελγικής Κυβερνήσεως.

Η Βελγική Κυβέρνησις διαβιβάζει αμέσως εις όλα τα υπογράψαντα ή προσχωρήσαντα εις την Σύμβασιν Κράτη δεόντως κεκυρωμένον αντίγραφον της γνωστοποιήσεως και του εγγράφου προσχωρήσεως, αναφέρονσα την ημερομηνίαν παραλαβής της γνωστοποιήσεως.

## Άρθρον 11

Τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη δύναται κατά την υπογραφήν, την κατάθεσιν των επικυρώσεων ή κατά την προσχώρησίν των, να δηλώσουν ότι η αποδοχή της παρούσης Συμβάσεως δεν καλύπτει μίαν ή πλείονας εκ των αυτονόμων Κτήσεων, αποικιών, κατεχομένων εδαφών, προτεκτοράτων ή υπερποντίων εδαφών ευρισκομένων υπό την κυριαρχίαν ή εξουσίαν αυτών. Ταύτα δύναται μεταγενεστέρας να προσχωρήσουν κεχωρισμένως εν ονόματι οιασδήποτε των τοιούτων αυτονόμων Κτήσεων, αποικιών, κατεχομένων εδαφών, προτεκτοράτων ή υπερποντίων εδαφών άτινα απεκλείσθησαν διά της αρχικής των δηλώσεως. Ωσαύτως ταύτα δύναται συμφώνως προς τας διατάξεις αυτάς να καταγγείλουν την παρούσαν Σύμβασιν κεχωρισμένως διά μίαν ή πλείονας εκ των τοιούτων αυτονόμων Κτήσεων, αποικιών, κατεχομένων εδαφών, προτεκτοράτων ή υπερποντίων εδαφών ευρισκομένων υπό την κυριαρχίαν ή εξουσίαν των.

## Άρθρον 12

Έναντι των μετασχόντων εις την πρώτην κατάθεσιν επικυρώσεων Κρατών, η παρούσα Σύμβασις τίθεται εν ισχύι έν έτος μετά την ημερομηνίαν της ρηματικής διακοινώσεως περί της καταθέσεως ταύτης. Ως προς τα κράτη άτινα επικυρούν την Σύμβασιν μεταγενεστέρωσ, ή άτινα προσχωρούν εις αυτήν, ως και εις τας περιπτώσεις καθ' ας η Σύμβασις τίθεται εν ισχύι μεταγενεστέρωσ συμφώνως προς το Άρθρον 11, η Σύμβασις άρχεται ισχύουσα έξ μήνας μετά την παραλαβήν υπό της Βελγικής Κυβερνήσεως των προβλεπομένων εις το Άρθρον 9, παράγραφος 2 και εις το Άρθρον 10, παράγραφος 2, γνωστοποιήσεων.

## Άρθρον 13

Εν περιπτώσει Συμβαλλομένου κράτους επιθυμούντος να καταγγείλη την παρούσαν Σύμβασιν, η καταγγελία δέον να γνωστοποιητήι γραπτώς εις την Βελγικήν Κυβέρνησιν, η οποία κοινοποιεί αμέσως δεόντως κεκρωμένον αντίγραφον αυτής εις όλα τα άλλα Κράτη, πληροφορούσα ταυτοχρόνως αυτά περί της ημερομηνίας παραλαβής αυτής.

Η καταγγελία καθίσταται ενεργός μόνον έναντι του προβάντος εις την γνωστοποίησιν κράτους και λαμβάνει ισχύν έν έτος μετά την λήσιν της γνωστοποιήσεως υπό της Βελγικής Κυβερνήσεως.

## Άρθρον 14

Έκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος θα έχη το δικαίωμα να καλέση νέαν Διάσκεψιν προς τον σκοπόν εξετάσεως θέματος πιθανόν τροποποιήσεων της παρούσης Συμβάσεως.

Οιονδήποτε Κράτος το οποίον προτίθεται να ασκήση το δικαίωμα αυτό οφείλει να γνωστοποιήση την πρόθεσιν του έν έτος προηγούμενως εις τα υπόλοιπα Κράτη μέσω της Βελγικής Κυβερνήσεως, η οποία θέλει αναλάβει το καθήκον συγκλήσεως της Διασκέψεως.

Εγένετο εν Βρυξέλλαις, εις έν και μόνον αντίτυπον, την 10ην Απριλίου, 1926.

(Ακολουθούν αι υπογραφαί).

## ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Αι υπογράψασαι την Διεθνή Σύμβασιν περί Ενοποιήσεως Ωρισμένων Κανόνων Αφορώντων εις την Ασυλίαν Κρατικών Πλοίων Κυβερνήσεις, αναγνωρίζουσαι την ανάγκην διευκρίσεως ωρισμένων διατάξεων της Συμβάσεως, διώρισαν τους υπογεγραμμένους Πληρεξουσίουσ, οίτινες, αφού αντήλλαξαν τα πληρεξούσια αυτών έγγραφα ευρεθέντα εν καλή και προσηκούση τάξει, συνεφώνησαν επί των εξής:

## I

Επειδή ανέκυψεν αμφιβολία επί του ζητήματος κατά πόσον και εις ποίαν έκτασιν η εν τω Άρθρω 3 της Συμβάσεως φράσις «τελούντα υπό την εκμετάλλευσιν αυτού» εκτείνεται ή δύναται να ερμηνευθή ως εκτεινομένη επί πλοίων ναυλουμένων υπό Κράτους είτε διά χρονοναυλώσεως είτε κατά πλουν, διά του παρόντος γίνεται η ακόλουθος δήλωσις προς άρσιν των αμφιβολιών τούτων.

«Πλοία ναυλούμενα υπό Κράτους, είτε διά χρονοναυλώσεως είτε κατά πλουν, εν όσω χρησιμοποιούνται διά κυβερνητικήν και ουχί εμπορικήν υπηρεσίαν, ως και φορτία μεταφερόμενα εντός αυτών, δεν υπόκεινται εις οιαδήποτε κατάσχεσιν, απαγόρευσιν απόπλου ή κατακράτησιν, αλλ' η ασυλία αυτή δεν δύναται να θίξη κατά τα λοιπά οιαδήποτε δικαιώματα ή ένδικα μέσα άτινα προκύπτουν υπέρ των ενδιαφερομένων μερών. Πιστοποιητικόν παρεχόμενον υπό διπλωματικού αντιπροσώπου του ενδιαφερομένου Κράτους κατά τον εν Άρθρω 5 της Συμβάσεως προβλεπόμενον τρόπον αποτελεί αδιαμφισβήτητον μαρτυρίαν περί της φύσεως της υπηρεσίας διά την οποίαν χρησιμοποιείται το πλοίον».

## II

Διά τους σκοπούς της εν Άρθρω 3, παράγραφος 1, προβλεπομένης εξαιρέσεως, εννοείται ότι η ιδιοκτησία ή η εκμετάλλευσις πλοίου αποκτηθέντος ή τελούντος υπό εκμετάλλευσιν κατά τον χρόνον λήψεως των μέτρων κατασχέσεως, απαγορεύσεως απόπλου ή κατακρατήσεως κέκτηται τας αυτάς νομικάς συνεπείας ως ιδιοκτησία ή εκμετάλλευσις υφισταμένη κατά τον χρόνον γενέσεως της αιτίας αγωγής.

Κατά συνέπειαν το εν λόγω άρθρον δύναται να το επικαλόνται Κράτη υπέρ πλοίων ανηκόντων ή τελούντων υπό την εκμετάλλευσιν αυτών κατά τον χρόνον λήψεως των μέτρων κατασχέσεως, απαγορεύσεως απόπλου η κατακρατήσεως, εάν τα πλοία ταύτα χρησιμοποιούνται αποκλειστικώς διά κυβερνητικήν και ουχί εμπορικήν υπηρεσίαν.

## III

Εννοείται ότι ουδεμία εκ των διατάξεων του Άρθρου 5 της Συμβάσεως κωλύει τας ενδιαφερομένας Κυβερνήσεις από του να εμφανισθούν αυτοπροσώπως ενώπιον του Δικαστηρίου εις το οποίον εκκρεμεί δικαστική διαδικασία, συμφώνως προς την υπό της εθνικής νομοθεσίας προβλεπομένην δικονομίαν, και παρουσιάσουν εις αυτό το προβλεπόμενον υπό του εν λόγω Άρθρου πιστοποιητικόν.

## IV

Δεδομένου ότι η Σύμβασις ουδόλως θίγει τα δικαιώματα και τας υποχρεώσεις των εμπολέμων και ουδετέρων, το Άρθρον 7 κατ' ουδένα τρόπον θίγει την δικαιοδοσίαν των προσηκόντως συγκροτουμένων Δικαστηρίων Λειών.

## V

Συμφωνείται ότι ουδέν εις τας διατάξεις του Άρθρου 2 της Συμβάσεως δύναται να περιορίζη ή επηρεάζη καθ' οιονδήποτε τρόπον την εφαρμογήν των εθνικών δικονομικών κανόνων εις διαδικασίας εις τας οποίας το Κράτος είναι Διάδικον.

## VI

Οσάκις ανακύπτη οιονδήποτε ζήτημα ως προς την παροχήν μαρτυρίας ή προσαγωγήν εγγράφων και η ενδιαφερομένη Κυβέρνησις είναι της γνώμης ότι η παροχή τοιαύτης μαρτυρίας ή η προσαγωγή τοιούτων εγγράφων θα ήτο επιζημία διά τα εθνικά αυτής συμφέροντα, η ειρημένη Κυβέρνησις δύναται να αρνηθή να παράσχη τοιαύτην μαρτυρίαν ή να προσαγάγη τοιαύτα έγγραφα επικαλουμένη την ανάγκην προστασίας εθνικών συμφερόντων.

Εις πίστιν των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι υπό των Κυβερνήσεών των, έχουν υπογράψει το παρόν πρόσθετον Πρωτόκολλον, το οποίον θεωρείται ως αποτελούν αναπόσπαστον μέρος της Συμβάσεως της 10ης Απριλίου, 1926, εις την οποίαν και αναφέρεται.

---

Εγένετο εν Βρυξέλλαις, την 24ην Μαΐου, 1934, εις έν και μόνον αντίτυπον, το οποίον θέλει παραμείνει εις τα αρχεία της Βελγικής Κυβερνήσεως.

(Ακολουθούν αι υπογραφαί).